

Brochure n° 3301

Convention collective nationale

IDCC : 2098. – **PRESTATAIRES DE SERVICES**
DANS LE DOMAINE
DU SECTEUR TERTIAIRE
(4^e édition. – Septembre 2005)

AVENANT N° 3 DU 11 JUILLET 2005

RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : *ASET0650305M*

IDCC : *2098*

Entre :

Le syndicat national des cabinets de recouvrement de créances et de renseignements commerciaux (ANCR) ;

Le syndicat national des professionnels du recouvrement (SNPR) ;

La fédération nationale de l'information d'entreprise et de la gestion de créances (FIGEC) ;

Les services intégrés du télésecrétariat et des téléservices (SIST) ;

Le syndicat national des centres d'affaires et des entreprises de domiciliation (SNCAED) ;

Le syndicat national des prestataires de services d'accueil (SNPA) ;

Le syndicat national des organisateurs et réalisateurs d'actions promotionnelles et commerciales (SORAP) ;

La fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services (FNECS) CFE-CGC ;

La CFTC,

D'une part, et

Le groupement national de prévoyance, union d'institutions de prévoyance, régie par le code de la sécurité sociale, dont le siège social est situé 33, avenue de la République, 75011 Paris, représentée à la signature des présentes par Nicolas Sarkadi, directeur général, ci-après dénommé « le GNP ».

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

L'article 6.1 « Résultats techniques et financiers » de la convention de gestion est désormais libellé ainsi :

« Le GNP s'engage à fournir annuellement à la commission paritaire nationale de prévoyance, au plus tard avant le 30 juillet de l'exercice suivant, les résultats techniques et financiers consolidés du régime ainsi qu'un bilan annuel faisant ressortir outre le nombre d'établissements adhérents :

Les comptes de résultats annuels

Le fonctionnement des comptes de résultats annuels est le suivant :

DÉBIT	CRÉDIT
PRESTATIONS PAYÉES Capital-décès Incapacité temporaire Invalidité Revalorisation Frais d'obsèques	COTISATIONS BRUTES ENCAISSÉES Capital-décès Incapacité temporaire Invalidité Revalorisation Frais d'obsèques
FRAIS DE GESTION	PRODUITS FINANCIERS (1)
PROVISIONS TECHNIQUES au 31 décembre 2003 Provisions mathématiques Sinistres connus incapacité Sinistres connus invalidité Provisions sinistres à payer décès Provisions sinistres non connus Provisions maintien garantie décès	PROVISIONS TECHNIQUES au 1 ^{er} janvier 2003 Provisions mathématiques Sinistres connus incapacité Sinistres connus invalidité Provisions sinistres à payer décès Provisions sinistres non connus Provisions maintien garantie décès
(Indications du montant total des provisions concernées et des taux techniques pour le calcul des provisions)	
SOLDE CRÉDITEUR 75 % de son montant sont affectés à la provision pour égalisation (ou réserve régularité)	SOLDE DÉBITEUR Le montant correspondant est prélevé sur la provision pour égalisation (ou réserve régularité). Si le solde de la provision pour égalisation (ou réserve régularité) est insuffisant, un report du solde négatif est affecté aux comptes de l'exercice suivant
(1) avec mention des taux des revenus financiers appliqués sur les produits financiers	

Par ailleurs, le GNP joindra à ce bilan un commentaire portant appréciation sur le caractère exceptionnel ou permanent des résultats de chaque risque et la conclusion qu'il convient d'en tirer.

Les résultats techniques par exercice de survenance

Les documents présentent l'évolution des régimes sur les 3 dernières années.

Les cotisations et les prestations réglées lors de chaque année civile sont réaffectées par année de survenance pour les cotisations, l'année à laquelle elles ont été appelées pour les prestations versées l'année au cours de laquelle s'est produit le sinistre.

Il sera soumis à disposition de la commission paritaire nationale de prévoyance tous les documents comptables qui s'avèreraient nécessaires à la bonne analyse des éléments ci-dessus.

Un compte de résultat spécifique identifiera la charge des malades en cours lors de la mise en place des régimes.

L'OCIRP réalise les mêmes états pour les prestations rente éducation et rente de conjoint. La présentation de ces états se fait, le cas échéant, par le GNP.

A défaut pour le GNP d'avoir adressé aux membres de la commission paritaire au plus tard le 30 juillet de l'exercice suivant les documents visés au présent article, il pourra être fait application des conditions de résiliation telles que prévues à l'article 10 de l'accord de prévoyance. »

Article 2

Il est ajouté à l'article 7 de la convention de gestion un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Ces données seront remises par le GNP au plus tard le 31 août de chaque année.

Le questionnaire établi par le GNP et adressé aux adhérents afin d'établir ces statistiques devra être soumis et approuvé par la commission paritaire nationale de prévoyance. »

Article 3

L'article 8 de la convention de gestion est désormais libellé comme suit :

« Les frais de gestion alloués pour la couverture et la gestion du régime sont de 9 % des cotisations brutes encaissées. »

Article 4

Le présent avenant prend effet dès la signature par les organisations syndicales, étant précisé qu'il sera déposé aux services du ministère en vue de son extension.

Fait à Paris, le 11 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)